



**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE LAVÉRUNE n° 2020-62
Séance du 07 décembre 2020 à 18 heures 30**

L'an deux mille vingt, le 07 décembre à 18 heures 30, le conseil municipal de la commune de Lavérune, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans la salle polyvalente du château des évêques, sous la présidence de M. Roger Caizergues, maire.

Présents : MM Aldon, Briane, Caizergues, Castellon, Deyrat, Lenoir, Perez, Petit, Salgues, Serra, Viala
Mmes Enjalbert, Joannot, Palau, Suau, Torrandell, Vilaplana

Absents ayant donné procuration : Mme Berard pouvoir à Mme Torrandell, Mme Gouard pouvoir à M. Perez, M. Huber pouvoir à M. Deyrat, M. Oudinot pouvoir à M. Castellon, Mme Pervent pouvoir à M. Caizergues

Absents : Mme Balsan

Secrétaire de séance : Mme Brigitte Torrandell

Nombre de membres en exercice : 23

Présents : 17

Procurations : 5

Absents : 1

Votants : 22

Date de convocation et affichage

03 décembre 2020

Objet : Convention d'accès au progiciel fiscalité

M. le maire donne la parole à M. Christophe PORTAIRE, directeur général des services de la mairie qui informe les membres du conseil municipal que Montpellier Méditerranée Métropole est doté d'OFEA WEB, outil informatique d'expertise et d'analyse de la fiscalité des ménages et des professionnels d'observatoire fiscal, délivré par la société GFI.

Dans le cadre de l'abonnement qui lie Montpellier Méditerranée Métropole à la société GFI, la commune a souscrit à un contrat annuel qui donne accès aux données fiscales de son territoire. Ce contrat arrivant à expiration, M. Christophe PORTAIRE propose de procéder à son renouvellement par le biais d'une convention (coût annuel 120 € HT).

Il donne pour cela lecture de la convention et donne la parole aux élus qui le souhaitent.

Le conseil municipal, sur proposition de M. le maire, après discussion et à l'unanimité

- se prononce favorablement sur la convention telle qu'elle leur a été présenté
- donne pouvoir à M. le maire pour signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Lavérune le 07 décembre 2020

Roger CAIZERGUES
Maire

Le Maire, certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter sa publication et de sa transmission aux services de l'État.
Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr nomenclature : 1.7.3